QUELS SONT LES RÉALISATIONS DU MULTICULTURALISME AU CANADA ET QUELS EN SONT LES DÉFIS ?

RATNA GHOSH

Ratna Ghosh est professeure émérite de la chaire James McGill et de la chaire McDonald de sciences de l'éducation. à l'Université McGill de Montréal, au Canada, où elle fut la première doyenne de la Faculté d'éducation. Membre de l'Académie nationale du Canada, la Société royale du Canada, elle a également été élue membre de la TWAS, l'Académie mondiale des sciences pour l'avancement de la science dans les pays en développement. Elle est décorée de la médaille de l'Ordre du Canada, officier de l'Ordre du Québec et officier de l'Ordre de Montréal. Ses domaines d'intérêt sont l'éducation comparative et l'éducation du développement international, notamment l'éducation multiculturelle et les questions de justice sociale et, plus récemment, l'éducation et la sécurité.

INTRODUCTION

Mes débuts au Canada ont été marqués par une expérience intéressante lors du célèbre Stampede de Calgary. Récemment installée au Canada en provenance de l'Inde, je portais un sari en cette chaude journée de juillet et je me suis jointe à la foule lorsqu'un journaliste s'est approché de moi et m'a demandé d'où je venais. Il a souri et m'a proposé de me présenter à un « Indien canadien ». Ce fut passionnant de voir un tipi et de rencontrer un ancien, puis de voir une photo de nous deux dans le Calgary Herald le lendemain matin avec la légende : L'Est rencontre l'Ouest.

Cette expérience m'a intrigué et m'a amené à m'intéresser aux débuts de l'histoire du Canada : la colonisation du Canada par les Anglais et les Français et leur installation dans ce pays, qui comptait déjà de nombreux groupes autochtones appelés aujourd'hui Premières nations, Inuits et Métis, depuis lors devenu une société d'immigrants. En 1965, après un siècle d'immigration, le livre influent de John Porter, *The Vertical Mosaic* (1965), brosse un portrait percutant du Canada comme une mosaïque verticale sujette à de fortes inégalités entre les classes sociales et à une hiérarchie entre les groupes ethniques, avec les « Blancs, protestants anglo-saxons » (WASP) au sommet.

Ce ne fut que bien des années plus tard, lorsque j'ai commencé à donner un cours obligatoire en éduca-

tion multiculturelle aux enseignants en formation à McGill, que j'ai vraiment compris l'impact de la naissance du Canada sur les peuples autochtones, le génocide culturel qui a eu lieu et le programme de pensionnat forcé de plus de 100 000 enfants entre les années 1870 et 1990.

Il m'a été pénible d'apprendre qu'au début, les politiques d'immigration du Canada étaient discriminatoires et excluaient les personnes non blanches : « Accueillir les Orientaux en grand nombre signifierait la fin, l'extinction du peuple blanc. Et nous avons toujours à l'esprit la nécessité de garder ce pays pour les Blancs » (*The Abbotsford News*, 1), a déclaré le premier ministre de la Colombie-Britannique lorsqu'en 1914 le navire à vapeur Komagata Maru est arrivé à Vancouver avec à son bord 376 passagers indiens à qui l'on a interdit l'entrée au Canada.

J'ai découvert que le racisme structurel et la discrimination systémique à l'égard des personnes non blanches (par exemple, les Indiens, les Chinois et les Noirs) furent enchâssés dans des lois reflétant les normes sociales de l'époque. Ainsi, en 1911, une interdiction de l'immigration des Noirs a été approuvée, en déclarant : « la race noire… est jugée peu adaptée au climat et aux exigences du Canada » (Anthony, 2020).

LÉGISLATION : MULTICULTURALISME

Mon arrivée au Canada a coïncidé avec un autre événement dramatique. Peu familière avec la politique canadienne, je suis arrivée alors que le pays était en proie à la « Trudeaumania », provoquée par un candidat au poste de premier ministre éloquent et au franc-parler qui reflétait bon nombre des valeurs changeantes de l'époque (par exemple, la reconnaissance des droits de la personne après la Seconde Guerre mondiale) et qui exposait avec assurance sa vision de ce que le Canada se devait d'être : une société juste. Un extrait de sa déclaration sur la société juste donne une idée de sa pensée sur l'égalité des chances :

> *« La société juste sera une société dans laquelle les régions et les groupes qui n'ont pas pleinement partagé la richesse du pays se verront offrir de meilleures chances… Sur la voie sans fin vers la justice parfaite, nous réussirons, tout compte fait, à créer la société la plus humaine et la plus bienveillante possible. »* (Graham, 1998 : 19-20)

Cette expression emblématique est devenue le fondement de ses politiques, à commencer par la politique de multiculturalisme que le premier ministre Trudeau a présentée au Parlement en 1971. En tant que concept, le multiculturalisme reconnaissait la diversité démographique du Canada. Idéologiquement, il s'agissait d'un renversement total de l'assimilation, car le concept supposait la dissolution de la domination culturelle britannique par la voie de l'intégration de tous les groupes ethnoculturels à la société canadienne (recommandation de la Commission B & B). Et en tant que politique, c'était une tentative de gérer la diversité au sein du pays.

Pourtant, on concevait cette gestion de la diversité en termes statiques et on se concentrait sur la diversité culturelle et le maintien de la culture et de la langue d'origine plutôt que sur l'inégalité des chances dans la société. Par conséquent, les majorités culturelles (anglophones et francophones) se sont tenues à l'écart de la politique multiculturelle.

« Pourtant, on concevait cette gestion de la diversité en termes statiques et on se concentrait sur la diversité culturelle et le maintien de la culture et de la langue d'origine plutôt que sur l'inégalité des chances dans la société. »

Les Blancs restèrent invisibles et la mosaïque verticale fut maintenue. La résistance des Blancs à la politique multiculturelle n'était pas inhabituelle, car « [ils] pensent que cela ne les concerne pas. La race n'a rien à voir avec eux. » (Jay et Jones, 2005 :104). Le respect des autres cultures ne peut être légiféré et le développement d'une certaine connaissance de « l'autre » doit être enseigné. Ainsi, des programmes visant à lutter contre les préjugés ont été mis en place dans les écoles, les entreprises et d'autres secteurs. Mais l'objectif était de « tolérer » les d'autres groupes culturels plutôt que de considérer la diversité au sens large – comme une force qui apporte une diversité d'idées, une richesse et un dynamisme à une culture composite.

Grâce à l'évolution des politiques d'immigration, à la loi sur le multiculturalisme de 1988 et à la création de la *Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales* (1991), la priorité est passée de la rétention ethnique, culturelle et linguistique à une vision axée sur l'égalité des chances pour tous les Canadiens. Par ailleurs, la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* de 1998, modifiée en 2013, a été une loi supplémentaire visant à rectifier les désavantages historiques subis par les femmes, les personnes handicapées, les peuples autochtones et les minorités visibles. La portée du multiculturalisme au Canada a été élargie pour faire des relations raciales un objectif principal de la politique multiculturelle. La Charte des droits et libertés de la Constitution canadienne (1992) a consolidé davantage les droits de tous les Canadiens en vue d'une société juste.

PORTRAIT DU CANADA @ 50 ANS

Alors, à quoi ressemble le Canada après 50 ans de politique multiculturelle ? Cette année, le Canada a été nommé « meilleur pays au monde » par *U.S. News and World Report* (Singer, 2021). Citant les données du Migration Integration Policy Index, l'article insiste sur le fait que le Canada est « un chef de file mondial en matière de lois et de politiques, y compris la Charte canadienne des droits et libertés et ses politiques nationales sur le multiculturalisme. » Selon d'autres rapports cités dans l'article, le Canada est une destination très attrayante et inclusive et figure parmi les « endroits les plus accueillants sur Terre pour les immigrants ». En 2020, le Canada était 4e au monde pour ses « politiques très complètes et favorables aux immigrants qui valorisent l'égalité des droits, des chances et de la sécurité pour les nouveaux arrivants. »

Le Canada a également été dépeint comme un pays d'accueil pour les réfugiés, en particulier lors de situations de crise et, en 2019, il s'est à nouveau classé au premier rang de 26 pays, en tant que leader mondial de la réinstallation des réfugiés (UNHCR, s.d.). Les Canadiens se sont vus décerner le prix Nansen par le UNHCR en 1986, bien qu'ils aient exclu certains groupes de réfugiés au cours de leur histoire (Ghosh *et al.*, 2019). En 2021, le gouvernement a annoncé qu'il prendrait 20 000 des réfugiés les plus vulnérables d'Afghanistan en raison de la crise créée par le départ des troupes américaines. Même lorsque les niveaux d'immigra-

tion ont fortement diminué pendant l'année pandémique 2020, le Canada a admis 184 000 nouveaux résidents permanents (Statista, 2021).

Le recensement de 2016 (Statistique Canada, 2017a) montre que le Canada compte 35 151 728 d'habitants, avec un taux de fécondité en baisse, une population grisonnante et ethniquement diversifiée : 22,3 % de minorités visibles, 4,9 % ayant une identité autochtone, les personnes d'ascendance européenne représentant 72,9 %.

Le Canada continue de se classer au premier rang des pays de l'OCDE pour la proportion de diplômés collégiaux et universitaires (54 : 36,7 % en moyenne dans l'OCDE) dans le groupe d'âge des 25-64 ans (Statistique Canada, 2017b). En 2016, les membres des Premières Nations, les Métis et les Inuits avaient tous fait des gains en matière d'éducation postsecondaire à tous les niveaux : 18,7 pour cent en 2006 à 23,0 pour cent en 2016 pour le diplôme collégial. En 2018, 70 pour cent des immigrants âgés de 20 ans et arrivés au Canada avant l'âge de 15 ans suivaient des études postsecondaires, par rapport à 56 pour cent de la population canadienne de ce groupe d'âge. Patterson *et al.* (2019) soulignent que la croissance de l'emploi au cours des cinq années précédentes « a été entièrement attribuée aux immigrants reçus ».

L'EXPÉRIENCE VÉCUE

Ces statistiques cachent le type, le niveau et les conditions d'emploi, d'accès au logement et de bien-être des différents groupes ethnoculturels. Le coronavirus a mis en lumière les inégalités structurelles au Canada. Les personnes défavorisées sur le plan économique ont été les plus touchées : il n'est possible de « s'abriter chez soi » que si l'on a un logement. De plus, dans cette situation d'urgence, l'éloignement physique nous oblige à développer de nouvelles façons de vivre et de communiquer qui font appel aux nouvelles technologies. Les ménages les plus pauvres ont un accès limité, voire nul, à l'internet et à l'équipement informatique.

La vulnérabilité des groupes raciaux est le signe d'un racisme structurel. Bien que la race n'ait pas de validité scientifique, ce concept social affecte les expériences vécues quotidiennement par les personnes racisées, leurs générations futures et suivantes. Constance Backhouse (1999) et Robyn Maynard (2017), entre autres, ont documenté le racisme dans le système judiciaire canadien et dans la violence sanctionnée par l'État contre les personnes de couleur. Le recensement de 2016 indique des disparités raciales croissantes au Canada : 20,8 % des personnes de couleur ont un faible revenu, contre 12,2 % des personnes non racisées. L'écart salarial entre les autochtones et les non-autochtones est de 33 % ; l'écart salarial entre les Blancs et les non-Blancs reste important malgré les législations sur l'égalité salariale. Le « code de couleur » persiste d'une génération à l'autre pour les minorités visibles (OCASI, 2019).

« Ces écoles parrainées par le gouvernement et dirigées par des missionnaires sont responsables non seulement de la destruction de la vie de tant d'enfants tout au long d'un siècle, mais aussi des séquelles persistantes sur les générations futures. »

Cette année (2021), les Canadiens ont été bouleversés par la découverte de tombes non marquées de centaines de personnes, dont la plupart étaient des enfants autochtones, près d'anciens sites de pensionnats au Manitoba, en Colombie-Britannique et en Saskatchewan. La prise de conscience effroyable que ces écoles parrainées par le gouvernement et dirigées par des missionnaires sont responsables non seulement de la destruction de la vie de tant d'enfants sur un siècle, mais aussi des séquelles persistantes sur les générations futures de peuples autochtones a touché tout le monde. Le rapport de la Commission de vérité et de réconciliation a formulé 94 recommandations en 2015 visant à réparer le triste héritage des pensionnats. Seul un désir urgent et sincère de remédier au déni de la dignité humaine, défendue dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (qu'un Canadien, John Humphrey, a contribué à rédiger) peut conduire à une société inclusive et juste.

> *« Nous devons reconnaître que notre histoire comporte des moments plus sombres… Les Canadiens se souviennent de ces transgressions avec regret et honte – comme il se doit. Mais notre histoire a également été marquée par de nombreux moments positifs… Ces changements positifs ne pourront jamais réparer les torts historiques. Mais ils peuvent servir à nous rappeler… [que] l'arc de l'univers moral est long, mais il se penche vers la justice. »* (Trudeau, 2015).

50 ans plus tard, le multiculturalisme est toujours un concept controversé. La perception du multiculturalisme varie d'une personne à l'autre : rétention des cultures ethniques, création d'enclaves ethniques, dangereux parce qu'il favorise « l'essentialisme » qui dépersonnalise la culture, l'identité et les pratiques des groupes ethnoculturels (Kymlicka, 2015). J'ai tendance à mettre l'accent sur l'égalité des chances nonobstant les différences de culture ou de pays d'origine nous permettant ainsi de cibler le racisme et la discrimination, mais laissant également la place au droit à la différence.

La mosaïque verticale décrite par John Porter en 1965 s'est-elle aplatie ? La société canadienne est certainement plus complexe que dans les années 1960, en raison de la diversité croissante de la population. Mais malgré de nombreuses années de politiques multiculturelles, la mosaïque verticale n'a pas vraiment changé.

Toutefois, de nombreux progrès ont été réalisés et si la pandémie a mis en évidence les clivages existants, elle a également créé un espace et une opportunité pour une nouvelle normalité afin de développer une « fusion des horizons » (Gadamer, 1989 : 317) vers une culture composite ou un « troisième espace ». Les groupes dominants se sont moins souciés de changer leurs propres attitudes à l'égard des groupes minoritaires, préservant ainsi la hiérarchie, et souvent ils ne sont même pas conscients des privilèges dont ils bénéficient, mais que d'autres, en particulier les groupes vulnérables, n'ont pas (McIntosh, 2003). Le mouvement BLM et la Commission de vérité et de réconciliation ont, avec la pandémie, donné une image claire des défis posés au multiculturalisme au Canada, une politique que la majorité des Canadiens soutiennent.

« La législation ne suffit pas, car une perspective multiculturelle fait appel à des valeurs humanistes. »

Le multiculturalisme est un changement de paradigme idéologique, car il suppose une transformation des relations de pouvoir : de l'assimilation ou de l'homogénéité, qui se situent à une extrémité du spectre, à l'hétérogénéité et à la fusion de nombreuses cultures à l'autre extrémité (Ghosh, 2018). Il s'agit d'une réflexion radicalement nouvelle, d'une vision du monde. La législation ne suffit pas, car une perspective multiculturelle fait appel à des valeurs humanistes. Le multiculturalisme est un travail en cours, car ce n'est pas un concept statique. Le monde change, et le multiculturalisme ne peut pas être défini : il est toujours en devenir, il est « sans fin ».

RÉFÉRENCES

Anthony, H. 2020. The legacy of racism in our 'Home and native Land'. June 4. *The Startup*.

Backhouse, C. (1999). *Colour Coded ; A Legal History of Racism in Canada* 1900-1950. Toronto : University of Toronto Press.

Ghosh, R. (2018). « Multiculturalism in a Comparative Perspective : Australia, Canada and India », *Canadian Ethnic Studies Journal*. 50(1), 15-36.

Ghosh, R., Sherab, D., Dilimulati, M., Hashemi, N. (2019). « Creating a Refugee Space in the Canadian school Context : The Approach of an Inclusive Society ». In A.W. Wiseman, L. Damaschke-Deitrick, E. Galegher & M. F. Park (Eds.), *Comparative Perspectives on Refugee Youth Education : Dreams And Realities in Educational Systems Worldwide* (pp. 102-130). London, UK : Routledge.

Gadamer, H. (1989). *Truth and method* (2nd ed.). J. Weinsheimer and D.G. Marshall (Trans). New York : Crossroad.

Graham, R. (1998). *The Essential Trudeau*. Toronto : McClelland and Stewart.

Jay, G. and Jones, S.E. (2005). « Whiteness studies and the Multicultural Literature classroom ». *Pedagogy, Praxis, Politics, and Multiethnic Literatures* (Summer, 2005), pp. 99-121.

Kymlicka, W. (2015). The Essentialist Critique of Multiculturalism : Theories, Policies, Ethos. SSRN Electronic Journal.

Maynard, R. (2017). *Policing Black Lives : State Violence in Canada from Slavery to the Present*. Fernwood Publishing.

McIntosh, P. (2003). « White Privilege : Unpacking the Invisible Knapsack ». In S. Plous, (ed.), *Understanding Prejudice and Discrimination* (pp. 191-196). New York, NY : McGraw-Hill.OCASI (Ontario Council of Agencies Serving Immigrants). (2019). New Fact Sheets Show Growing Racial Disparities in Canada, March 21. Colour of Poverty- Colour of Change. Toronto.

Patterson, M., Hazel, M., and Saunders, D. (2019). Annual review of the labour market, 2018. Labour Statistics : Research Papers, Statistics Canada, Ottawa.

Porter, J. (1965) *The Vertical Mosaic*. Toronto : University of Toronto Press, Scholarly Publishing Division ; Reprint Edition (June 1, 1965)

Singer, C. (2021). Canada named best country in the world by U.S. News and World Report, Canada Immigration News. Ottawa.

Statista. (2021). Number of immigrants in Canada from 2000 to 2020.

Statistics Canada. (2017a). Census Profile, 2016 Census. Ottawa.

Statistics Canada. (2017b, November 29). Education in Canada : Key results from the 2016 Census. Ottawa.

The Abbotsford News (2011, March 11). Komagata Maru Tragedy Remembered.

Trudeau, J. (2015, November 26). Diversity is our strength.

Truth and Reconciliation Commission of Canada. 2015. The Final Report of the Truth and Reconciliation Commission. Toronto : Lorimer

UNHCR (n.d.) Refugee Statistics : in Canada.